CAUSE COMMUNE

Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est

Numéro 5 - Février 2004

POST-MORTEM DE LA GRÈVE À LA SAQ

Les syndiquéEs de la SAQ ont finalement mis fin, le 8 février dernier, à une grève générale qui durait depuis près de 3 mois et qui aura été marquée par bien des péripéties. Les syndiquéEs ont perdu la bataille sur un des principaux points qui les opposaient à leur patrons, soit l'assignation des employéEs à temps partiel. La SAQ reviendra donc, dans à peu près toutes les succursales des grands centres, à une main-d'oeuvre "stable", qui ne travaille que dans un magasin, à raison de 15 à 20h semaines. En "échange", le dossier de la conciliation travail-famille progresse --on ne créera plus de postes à temps plein couvrant tout le week-end, et le plancher d'emploi sera réhaussé, créant ainsi entre 80 et 220 nouveaux postes réguliers. Cause Commune ne connaît pas tous les détails de la nouvelle convention collective mais ça ressemble beaucoup à 3 mois de grève pour rentrer au travail essentiellement sur la base de l'offre patronale qui avait été rejetée en décembre. En plus, le syndicat semble plus divisé que jamais, le mandat de grève ayant été voté à plus forte majorité que le retour au travail: un quart des membres ont votés contre la recommandation de l'exécutif, ce qui n'arrive à peu près jamais, sauf en cas de défaite. Qu'est-ce qui s'est passé?

AUTOPSIE D'UNE STRATÉGIE

Comment expliquer ce médiocre résultat malgré une stratégie qui pouvait sembler gagnante --frapper pendant la période la plus achalandée-- et un certain capital de sympathie en début de conflit? Il est évident que l'exécutif syndical tablait essentiellement sur son rapport de force d'avant les fêtes. Or, il a sous-estimé la détermination de l'employeur et surestimé ses propres moyens. Peut-être est-ce facile à dire aujourd'hui, avec le recul, mais c'est quand même ça qui s'est passé.

Pour ce qui est du capital de sympathie des grévistes, disons qu'il s'est épuisé assez vite lui aussi. À priori, les revendications contre la précarité et pour la conciliation travail-famille ont la cote. Et effectivement, en début de conflit, quand les journalistes en étaient encore à expliquer pourquoi les gens de la SAQ étaient en grève, la stratégie de gagner l'opinion publique semblait efficace. Sauf qu'un moment donné, quand les dit journalistes ont écrit trois papiers sur les revendications et deux portraits de syndicalistes sympathiques, ils passent à d'autre chose. Ça prend du nouveau et le nouveau c'est ce qui se passe sur les lignes. Rapidement, on est passé d'une couverture médiatique concentrée sur la "cause sociale" à une couverture de faits divers faite d'altercations, de bousculades, d'engueulades. En quelques jours, les sympathiques jeunes grévistes sont devenus dans l'opinion médiatique des brutes épaisses qui s'attaquent aux clients. Après sont venus les éditoriaux sur les "enfants gâtés" et les "gras durs". Ainsi, sans même s'en rendre compte, les grévistes ont perdu la bataille de l'opinion publique, alimentant eux-mêmes leur défaite en rejetant la durée de plus en plus longue de leur grève sur la non-solidarité des clientEs.

LA SOLIDARITÉ AURAIT EU BIEN MEILLEUR GOÛT

Peut-être qu'en recherchant prioritairement la solidarité des clientEs, les grévistes se sont trompés de cible? En y réfléchissant bien, le rapport de consommation est un rapport strictement individualiste. Exiger la solidarité des clientEs et en faire un axe central était peut-être utopique, une utopie que nous avons partagée, soit dit en passant. La solidarité étant une action essentiellement collective, les grévistes auraient peut-être dû faire appel à d'autres travailleurs et travailleuses organiséEs, d'autres syndiquéEs, plutôt qu'au grand public. Car si la solidarité du public a manqué, il faut bien reconnaître que la solidarité syndicale a été encore plus pathétique -mis à part quelques blocages de magasin par des groupes de la FTQ et de la CSN-, et s'est terminée en foire d'empoignes inter-centrales peu glorieuse. Il y avait deux façons de faire mal à la SAQ: attaquer la vente ou attaquer l'approvisionnement. Plutôt que de dresser des lignes de piquetage devant les magasins, pourquoi les grévistes n'en ont pas dressé devant les entrepôts? Plusieurs syndicats refusent catégoriquement de traverser une ligne de piquetage, peut-être que les employéEs des entrepôts de la SAQ auraient fait de même si on avait fait appel à leur solidarité de classe? C'est sans doute illégal, comme de briser les injonctions sur le nombre de piqueteurs, mais ça aurait peut-être valu la peine d'essayer.

On a beau jeu de produire une analyse du conflit maintenant qu'il est terminé. Nous même n'avons rien trouvé de mieux à proposer pendant cette grève que d'organiser de petites actions de perturbations dans les magasins et de passer des tracts en appelant à la solidarité des clientEs. Nous écrivions même que "seule la solidarité des clientEs pourrait abréger le conflit", nous n'avons donc pas de leçon à donner aux grévistes. Nous avons fait de notre mieux pour répondre à l'appel à la solidarité lancé par les grévistes. Nous sommes allés sur les lignes de piquetages dans quatre villes et chaque fois nous avons organisé des actions directes dans les magasins ouverts. À Montréal, les camarades de la NEFAC ont même organisés des visites hebdomadaires attirant jusqu'à une trentaine de libertaires sur la fin. Nous avons produit un tract, une affiche, nous avons fait des entrevues avec des grévistes pour les radios et journaux communautaires. Rien de glorieux, ni de déterminant dans le rapport de force, mais c'était là tout ce qu'une petite organisation révolutionnaire pouvait faire --ni plus, ni moins.

Le capitalisme est déshumanisant, il réduit les salariéEs à des marchandises ou à de simples rouages d'un système de distribution de la marchandise. La consommation elle-même est déshumanisante, en isolant les gens les uns des autres. Les clientEs sont malheureusement prêtEs à accepter cette déshumanisation en autant qu'on les laisse consommer en paix et profiter de tous les rabais possibles et imaginables. Ce que cette grève démontre, en dernière analyse, c'est que si l'opinion publique joue un rôle dans les conflits, les grèves sont d'abord et avant tout des questions de rapport de force. Dans le commerce et certaines autres industries, surtout quand l'entreprise continue d'opérer, le rapport de force est en défaveur des syndiquéEs. Pour le rééquilibrer, il faudra retrouver les

moyens de vraiment perturber les entreprises quand nous tombons en grève. Souvent, cela voudra dire retourner à des actions directes touchant soit à la circulation de la marchandise, soit à l'approvisionnement en pièce et en matière première. C'est surtout dans le cadre de ces actions que la solidarité de classe sera requise. L'action directe, celle qui atteint son but avec ou sans couverture médiatique, reste notre arme de prédilection.

BIENTÔT EN KIOSQUE : LA 5IÈME ÉDITION DE RUPTURES

Dossier spécial: Alternatives de lutte et Contre-Pouvoir

Un réseau de travailleurs-euses solidaires

Récemment à Montréal s'est initié un réseau de travailleurs-euses solidaires. Suite à l'appel de la NEFAC-Mtl, deux douzaines de personnes se sont rencontrées pour en jeter les bases. Le rôle du réseau consistera à combattre la précarité et favoriser l'émergence d'un mouvement de solidarité ouvrière.

La précarité, telle que la majorité d'entre nous la connaissons au travers de notre emploi et de nos conditions générales, est marquée par une flexibilisation du travail, peu de perspectives d'organisation syndicale et de résistance sur les lieux de travail, ainsi que par l'insécurité économique et l'isolement social.

Comme nous changeons de plus en plus fréquemment d'emploi et de métier, la nécessité de s'unir dans un réseau englobant l'ensemble des travailleurs-euses précaires se fait sentir. Nous ne pouvons rester isolés sur nos lieux de travail. Nous devons défendre nos intérêts sur une base de classe sociale et combattre les offensives patronales partout où elles se présentent, à la mesure de nos capacités.

Un syndicalisme de combat

Ce Réseau de travailleurs-euses solidaires servira d'outil pour pratiquer la solidarité. Entre autre, nous aimerions développer la pratique des "lignes de piquetage volante", c'est-à-dire se constituer en un groupe de personnes prêtes à appuyer physiquement, moralement et politiquement les lignes de piquetage lors de conflits de travail. C'est une pratique existante en Ontario, utilisée surtout par des syndiqué-e-s à la base du SCFP. Nous l'avons aussi utilisée au Québec lors de mobilisations de la NEFAC.

Nous ne voulons pas nous contenter d'un syndicalisme propre et poli. Ne serait-ce simplement que pour défendre nos intérêts et gagner quelques luttes, nous pensons que certaines lois et 'traditions' doivent être transgressées. Nous voulons confronter directement les patrons et nuire à leurs affaires.

Le réseau de travailleurs-euses solidaires est radicalement démocratique, c'est-à-dire organisé sur une base de démocratie directe. Les orientations générales seront prises en assemblées générales fréquentes et seront mises en oeuvre par l'ensemble du réseau. Des tâches plus spécifiques seront exécutées par des délégué-e-s dûment mandaté-e-s par l'assemblée et révocables en tout temps.

Nous voulons que ce réseau soit ouvert à l'ensemble des travailleurs-euses, peu importe leur affiliation ou sensibilité politique. Au niveau des syndicats existants, nous chercherons à inclure des syndicalistes qui veulent radicaliser leur syndicat et qui cherchent à faire vivre un mouvement de solidarité ouvrière.

* pour entrer en contact avec le Réseau des travailleurs-euses solidaires : **reseau.solidaire.precaires@gmail.com**

QUI SOMMES-NOUS?

Un vieux slogan anarchiste affirme que si les élections changeaient vraiment quelque chose, elles seraient illégales! En effet, nous les anarchistes ne croyons pas que de vrais changements démocratiques peuvent survenir par l'entremise d'une petite minorité qui dirige d'en haut. Au contraire, nous croyons que les vraies transformations sociales doivent être menées à la base par la majorité d'entre nous. Ces changements ne pourront se réaliser que quand nous lutterons tous ensemble contre l'exploitation, quand nos forces seront unies pour faire vivre une vraie démocratie qui n'a jamais existée à l'assemblée nationale.

La NEFAC vise à répandre les idées et les pratiques anarchistes. En plus de publier ce journal, nous publions aussi deux fois par année notre revue théorique, Ruptures, et produisons diverses brochures. Nous nous impliquons activement dans différents lieux de diffusion libertaires tels que la librairie anarchiste L'Insoumise et le D.I.R.A. à Montréal , ainsi que l'infoshop La Page Noire à Québec. Nous supportons plusieurs luttes : syndicales, pour la régularisation et contre la déportation des réfugié-es et pour le droit au logement. Nous sommes aussi membre de la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes (CLAC).

Nous ne sommes toutefois qu'une petite organisation. Ainsi, nous ne pouvons faire tout ce que nous voudrions accomplir! C'est pourquoi nous avons besoin de personnes qui veulent s'impliquer. Si vous aimez ce que vous lisez dans ce journal, vous pouvez nous aider à le distribuer. Écrivez-nous !

***

Montréal- La Commune : lacommune@nefac.net
Québec - La Nuit : nefacquebec@yahoo.ca
Saint-Georges: st-georges@nefac.net
Sherbrooke: - sherbrooke@nefac.net

Secrétariat francophone de la NEFAC Montréal: mtl@nefac.net

NEFAC sur le web: www.nefac.net

L'ANARCHIE DE A À Z

"E" COMME ÉTAT

" L'État, c'est moi. " C'est en ces mots pas très subtils que Louis XIV aurait exprimé sa vision del'organisation politique au 17ième siècle. Heureusement, les choses ont changé depuis, mais ce n'est pas parce que les rois ne sont plus au pouvoir qu'il n'y a plus personne qui ne règne…

Une société humaine est un tissu complexe de relations d'interdépendance; un gigantesque réseau d'entraide et d'échange entre individus et communautés. Or, l'État s'approprie le contrôle de la société et se place au dessus de celle-ci. En faisant cela, l'État entrave le potentiel social et politique de la société: des fonctions sociales logiques sont transformées en processus bureaucratiques. Pourquoi est-ce que le fait de se faire soigner à l'hôpital, par exemple, implique de passer par un complexe système d'assurance-maladie? À qui profite la bureaucratisation et la centralisation de l'organisation sociale ? À qui profite l'État ?

Étant donné que tout système gouvernemental est le résultat des rapports de force entre les actants de la société sur laquelle il s'édifie, ceux qui détiennent le pouvoir économique s'approprient aussi le pouvoir politique. Ce n'est pas juste un hasard si toutes les personnes qui se voient dotées d'un pouvoir politique au sein du gouvernement d'une société capitaliste proviennent de la classe des riches ou sont en voie d'accéder à cette classe. Pour garantir les privilèges de la classe dirigeante, les premiers devoirs de l'État sont de centraliser et monopoliser le pouvoir en ses mains et d'empêcher par la force qu'on ne lui enlève.

Les anarchistes se distinguent des communistes dits "autoritaires " parce que, entre autre, ils et elles croient que l'État est fondamentalement contraignant. Le problème n'est pas uniquement une question de qui est au pouvoir, mais aussi de comment il l'est. Les anarchistes ne voient pas dans l'État un outil positif de transformation sociale, mais plutôt un frein à l'auto-organisation des travailleurs. En effet, la " démocratie du haut vers le bas " (dictature du prolétariat), telle que pratiquée en Russie et en Chine par exemple, s'est révélée être un boulet à l'émancipation des masses. Le processus d'expropriation du capital et de socialisation des moyens de production qu'une révolution communiste libertaire implique, ne peut se faire de manière effective qu'avec la participation de tous et de toutes aux mécanismes de décision et d'organisation. Impossible à concrétiser en présence d'un État, cette participation sera réellement encouragée par la mise en place de réseaux fédératifs démocratiques.

La plupart des États permettent la mise en place de mesures bénéfiques pour leurs populations : des réformes agraires, des réseaux d'éducation gratuite, des systèmes d'aide sociale, d'assurance maladie… Gardons à l'esprit que ces mesures arrachées de force, qui ne nuisent habituellement pas aux profits des capitalistes, sont toujours le fruit d'un long et ardu travail populaire. Cela signifie que plus la classe des exploités sera solidaire et forte, plus elle marquera des points contre la classe des exploiteurs et plus ces derniers devront lâcher du leste. Éventuellement, notre auto-organisation nous apportera beaucoup plus que ce que pourraient nous " donner " les bureaucrates de tous les pays, même unis.

Abonnez- vous!

Cause Commune est publié à 3000 copies tous les deux mois. Aidez-nous à le diffuser le plus largement possible dans la belle province par un abonnement de soutien. Ainsi, vous recevrez une copie dans votre boîte aux lettres à chaque parution et vous nous permettrez d'augmenter notre tirage!

Abonnement de soutien pour un an : 20$
Tout don supplémentaire est bienvenu!
Argent comptant ou chèque adressé à :

C.P. 55051, 138 St.-Vallier Ouest, Québec (Québec) GIK IJ0

Des logements rares qui coûtent la peau des fesses!

De janvier à mars, les locataires reçoivent leur avis de renouvellement de baux et la mauvaise nouvelle qui l'accompagne généralement : l'augmentation de loyer. Crise du logement oblige, de plus en plus de gens se retrouvent pris à la gorge avec des logements qu'ils et elles ne peuvent plus se payer. À moins de refuser l'augmentation de loyer...

La crise s'installe à domicile

Selon les associations de locataires, la crise du logement n'est pas terminée, elle s'est simplement transformée pour devenir une crise du logement abordable. Le FRAPRU estime qu'il manque toujours cruellement de logements --plus de 15 000-- pour atteindre un taux d'inoccupation "équilibré" et pour que "le marché du logement cesse d'être à l'avantage flagrant des propriétaires". Preuve incontestable que les théories libérales sont de la bouillie pour les chats, le sacro-saint marché est bien incapable de fournir en quantité suffisante un bien aussi fondamental que le logement.

Selon les chiffres de la Société canadienne d'hypothèque et de logement, les loyers ont augmenté radicalement depuis le début des années 2000, beaucoup plus rapidement que l'inflation. À Montréal, par exemple, les locataires d'un 4 1/2 paient en 2004 l'équivalent de 14 mois de leur loyer de l'an 2000. C'est dire que le loyer moyen d'un logement de deux chambres à coucher est passé de 509$ par mois à 594$, ce qui donne 1 020$ de plus par année, soit deux mois de loyer de l'an 2000. Concrètement, les propriétaires profitent donc de la crise du logement pour s'en mettre plein les poches. Et ils ont le culot d'en demander encore plus, suggérant au gouvernement d'abandonner la construction de logements sociaux, pour plutôt donner des "aides" aux personnes qui ne peuvent payer leur loyer.

Refusez les hausses de loyer

Les loyers qui augmentent en période de crise ne baisseront pas quand la crise se sera résorbée. La stratégie des propriétaires quand le marché leur est défavorable est plutôt d'offrir des "gratuités" (mois gratuit, peinture gratuite, etc.), jamais de diminuer le prix des loyers. Une prise de conscience collective est impérative: la seule manière de ralentir un tant soit peu la hausse vertigineuse des loyers est de refuser les hausses quand elles se présentent, tout simplement.

Les locataires ont en effet le droit, depuis 1980, de refuser une hausse de loyer tout en conservant leur logement. Après la réception d'un avis de renouvellement de bail, ils et elles ont 30 jours pour refuser la hausse de loyer. Les comités logement suggèrent fortement d'attendre la publication des indices de la Régie de logement, publiés dans la troisième semaine de janvier, afin de juger si la hausse "proposée" par leur propriétaire est abusive, auquel cas ils et elles devraient la refuser. Les sites webs rclalq.qc.ca et frapru.qc.ca expliquent comment faire. En cas de doute, on peut consulter le comité logement de sa ville ou de son quartier (la liste est disponible surcette page web: http://www.frapru.qc.ca/Comites.html).

En attendant, on ne pourra nous enlever de la tête l'idée qu'une société réellement humaine devrait fournir à tous ses membres un endroit décent où vivre. Qu'une crise du logement assez sévère pour jeter des gens à la rue puisse exister et perdurer dans une société riche comme le Québec, nous semble une preuve suffisante de la faillite du capitalisme et de son économie de marché.

TABLEAU : DES HAUSSES DE LOYER SALÉES!

Ville	Prix d'un 4 1/2 en 2000	en 2004	% hausse
Montréal	509$	594$	16,7%
Gatineau	544$	663$	21,9%
Québec	506$	596$	15,1%

Dans la seule dernière année, à Sherbrooke, la hausse a été de 5,1 %, et à Trois-Rivières, elle a atteint 4,8 %.
Source: FRAPRU, selon des chiffres de la SCHL.

Congrès masculiniste à Montréal

Du 21 au 24 avril aura lieu, vraisemblablement à Montréal, la deuxième édition du congrès "hoministe" : Paroles d'hommes . Parrainé par Yvon Dallaire, psychologue, sexologue et auteur du livre Homme et fier de l'être, Paroles d'hommes dit "souhaiter promouvoir une harmonisation des relations hommes/femmes en établissant de nombreux liens entre groupes féministes et hoministes". Ce congrès est en fait un congrès masculiniste.

Le masculinisme est une mouvance de droite, réactionnaire et conservatrice qui affirme que le féminisme des années 70 a renversé la vapeur et que, maintenant, les hommes seraient opprimés par le matriarcat de notre société. Les masculinistes en général défendent des idées machistes, voire misogyne et se positionnent souvent contre le lesbianisme et l'homosexualité. Plusieurs réclament même des droits sur le ventre des femmes critiquant, entre autre, le droit des femmes à l'avortement et le recours à la contraception. Gérard P. Lévesque, porte-parole d'un groupe masculiniste de Québec, L'Après-Rupture, a d'ailleurs déjà affirmé à ce propos:

"À chaque année, le sacro-saint sacrement féministe de l'avortement assassine près d'un million de fœtus en Amérique du Nord. [...] Il n'y a pas à s'étonner que la " culture de la mort " féministe soit un danger mortel pour la survie du peuple français d'Amérique : mes grands-parents ont eu en 1930, 13 enfants; la Québécoise " progressiste ", lorsqu'elle cesse de tuer ses fœtus, accouche de 0.5 enfant. Le féminisme suicide le Québec !" Les masculinistes cherchent à dénigrer et à détruire les acquis sociaux que les femmes ont gagné, au prix de maintes et maintes luttes.

Plusieurs personnalités connues appuient ce congrès, dont Patrick Huard et Louise Deschâtelets. Les conférenciers et conférencières invitée-s aborderont plusieurs questions comme l'école et les garçons, la violence conjugale: mythes et réalités, le suicide chez les hommes et Gilles Rondeau, masculiniste notoire, donnera un atelier intitulé: Les hommes: s'ouvrir à leurs réalités et répondre à leurs besoins.

La première édition de Paroles d'hommes a eu lieu à Genève, en Suisse, le 9 mars 2004, au lendemain de la Journée internationale des femmes, question de souligner un peu plus l'affront. Elle regroupait au-delà de 100 participants, mais aussi quelques participantes.

Pour en savoir plus sur le mouvement masculiniste et ses têtes d'affiche, consultez le Ruptures #4.

Dans le cadre de la série de conférences présentées par la NEFAC-MTL, nous vous proposons prochainement:

17 MARS: MASCULINISME: DÉMASQUONS LES NOUVEAUX VISAGES DE L'EXTRÊME-DROITE

21 AVRIL: DOCUMENTAIRE SUR LA VIE NESTOR MAKHNO

AU CAFÉ COOP LA PETITE GAULE, 19H
2525 RUE CENTRE,
À DEUX PAS DU MÉTRO CHARLEVOIX (514)931-1919

NEFAC

Sur les lignes:

CHRONIQUE SYNDICALE

L'actualité syndicale des dernières semaines aura bien sûr été monopolisée par la grève des 3 800 employéEs de magasins et de bureaux de la SAQ. Et pourtant...

MARCHE OU CRÈVE.

Une nouvelle ligne d'autobus privée a vu le jour à Sherbrooke à la suite de l'ouverture d'un Wal-Mart dans un secteur non desservi par le service public. En effet, la Société de transport de Sherbrooke a décidé d'utiliser une subvention de 200 000$ de la municipalité pour financer la firme privée Promenade de l'Estrie qui assurera la desserte du nouveau secteur commercial, ce à quoi s'objectent catégoriquement les différents syndicats du transport en commun. Les chauffeurs d'autobus ont voté à 92% en faveur de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève illégale. Cette affaire est vraiment la goutte qui fait déborder le vase pour les chauffeurs : les résidantEs de trois secteurs se contentent déjà d'un service de seconde classe pas vraiment intégré au réseau public et les chauffeurs craignent la balkanisation du service public. Pour l'instant, le syndicat des chauffeurs, qui a soumis trois propositions alternatives pour améliorer et étendre le service public, s'est contenté d'informer la population de la situation (notamment en diffusant par voie de tract les heures et les lieux des réunions du Conseil de Ville et du C.A. de la société de transport), de tenir des manifestations et de construire un front commun impliquant les comités d'usagers, les autres syndicats et des associations étudiantes. Pourquoi Wal-Mart ne paierait-il pas la note? Après tout, si l'Université de Sherbrooke est capable de payer pour que les étudiantEs voyagent gratuitement, qu'est-ce qui empêche la multinationale de faire de même? La gratuité du transport en commun devrait être étendue à l'ensemble de la clientèle puisque, après tout, le transport en commun sert essentiellement à transporter des clientEs jusqu'aux temples de la consommation, des étudiantEs jusqu'à leur cours et des petitEs salariéEs jusqu'à leur boulot. Les coûts devraient être assumés par ceux à qui le service profite vraiment: institutions, commerçants et patrons. Un dossier à suivre.

DÉMOCRATIE SYNDICALE ?

L'Alliance, le syndicat des profs du primaire et du secondaire de l'île de Montréal, a endossé le plan d'action de la Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ) dans le cadre des négociations du secteur public avec le gouvernement. Le tout a été fait le plus normalement du monde lors d'une assemblée générale... Une seule assemblée générale pour les 8 000 membres travaillant dans quelques 210 écoles et polyvalentes. Est-ce insensé de croire qu'une assemblée générale dans ce contexte rend les débats intelligents à peu près impossibles, facilite le contrôle par la bureaucratie syndicale et décourage la participation des membres : bref, nuit à la démocratie syndicale? C'est bien beau l'unité syndicale et la force du nombre, mais il ne faudrait pas charrier ! Une formule fédéraliste ne serait pas un luxe. Surtout que les AG sont rares et que le pouvoir est concrètement entre les mains de l'"Assemblée des personnes déléguées", instance décisionnelle qui compte quelque 470 membres. Toujours est-il que les 1000 membres présentEs ont entériné le plan d'action et soumis quelques propositions supplémentaires. Le plan de la CSQ prévoit s'attaquer surtout à l'organisation scolaire, dans un premier temps, et d'autre part, au fait d'offrir aux enfants des récréations plus longues et des congés de devoir (sympathique). En mars, les enseignantEs seront appelés à se prononcer sur deux journées de grève, comme tous les autres membres de la centrale, dont bon nombre de profs de cégeps qui prendront peut-être, qui sait, le relais des étudiantEs.

SAUVER SON JOB.

À Québec, l'avenir du Zoo et de l'Aquarium qui viennent à peine de réouvrir, est loin d'être assuré. C'est que la société qui gère le tout, accumule déficit sur déficit, et la ville ainsi que la province en ont assez de payer. Tout le monde, ou à peu près, donne son opinion sur la situation, sauf les employéEs des deux installations qui doivent se la fermer sous peine de perdre leur job. C'est l'une des raisons qui a poussé l'immense majorité des 35 employéEs de l'Aquarium à signer une carte de membre du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), lors d'une réunion secrète tenue fin-janvier. Les salariéEs espèrent ainsi pouvoir participer au débat public tout en protégeant leur emploi. Le président du syndicat de l'entretien du Réseau de transport de la Capitale, qui a été suspendu une semaine pour avoir donné des entrevues aux médias, a peut-être une opinion différente là-dessus, mais ça, l'histoire ne le dit pas.

***

Au moment d'écrire ces lignes (6 février 05), il y avait plus de 4 431 prolos en grève ou en lock-out dans la "belle province" (dont ceux et celles de la SAQ).

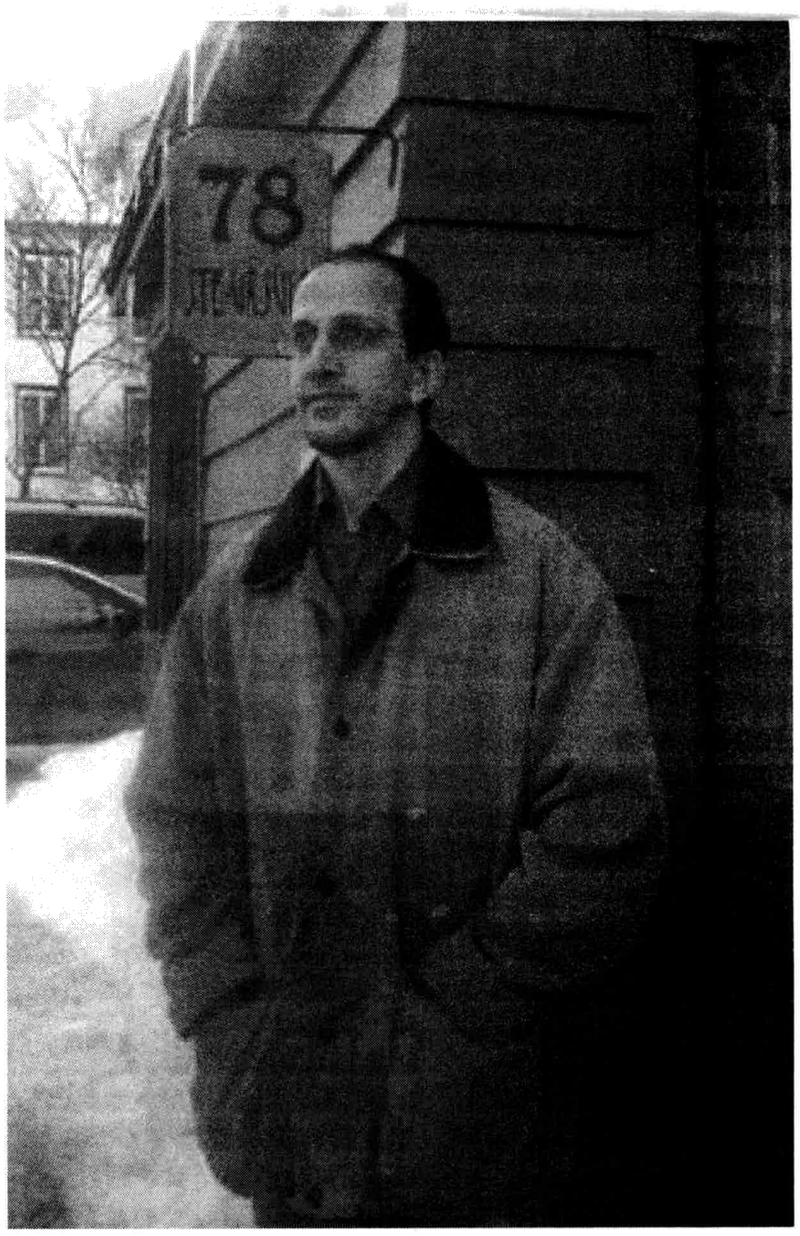
RAPATRIEZ CHERFI

Après le refus de sa demande d'asile aux États-Unis en octobre dernier, Mohamed Cherfi a dû faire appel de cette décision, appel qui sera entendu en février. Après cet appel, l'épée de Damoclès qui pèse sur sa tête sera des plus lourdes; Mohamed sera en danger d'être déporté en Algérie où sa vie est en danger. Rappelons qu'il a fui l'Algérie en tant qu'objecteur de conscience (il a refusé de faire son service militaire) et qu'il a critiqué le gouvernement algérien publiquement en tant que porte-parole du Comité des algériens sans statut (CASS).

Pourtant, une demande de parrainage collectif a été déposée auprès des autorités canadiennes et québécoises afin d'obtenir son rapatriement au Canada. Mais, l'immobilisme du gouvernement canadien et les blocages bureaucratiques d'Immigration Canada, combinés à l'accélération des mesures légales du juge américain pour le déporter, prouvent que Mohamed est un prisonnier politique. Ce réfugié a trop parlé pour ses pairs. Il connaissait ses droits et a participé, entre autre, à l'occupation du ministère de l'immigration avec le CASS. Le Canada et les États-Unis ont visiblement décidé de le punir pour son activisme: la police de Qc a violé le sanctuaire de l'Église unie St-Pierre à Québec pour l'arrêter, et ce, avec la complicité d'Immigration Canada qui l'a immédiatement déporté à la prison de Batavia (New York).

Emprisonné, Mohamed vit une situation de détresse extrême. S'il est déporté, ce sont le harcèlement psychologique, les sévices et autres violences étatiques qui l'attendent. C'est à nous de démontrer notre solidarité en participant à la campagne de cartes postales organisée par le Comité de solidarité avec Cherfi (www.mohamedcherfi.org). Il faut aussi participer aux actions du CASS et de No one is illegal afin de lutter pour les droits et l'intégrité des autres réfugiés qui sont quotidiennement persécutés

RAPATRIEZ CHERFI, SON PAYS EST ICI !



MOHAMEDCHERFI.ORG

Inscrivez-vous à liste *info@nefac.net* et recevez des informations hebdomadaires (pas plus de 8 courriels par semaines) vous tenant au fait de nos activités. Envoyez un courriel à cette adresse pour vous inscrire à cette liste.